



**DTM**

MATRICE DE SUIVI  
DES DÉPLACEMENTS



# RAPPORT DU SUIVI DES DEPLACEMENTS REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Région de l'Extrême-Nord

ROUND 26 | 8 - 22 février 2023

**JUILLET 2023**



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Crédit photo : Groupe de discussion avec les femmes déplacées internes au site d'Adjarmiré , Bogo, Extrême Nord, Cameroun.

© Blaise NGODJO TAYO/ © IOM 2023.

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

© 2023 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "Source : Organisation Internationale pour les Migrations, [Mois, Année], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)".

# SOMMAIRE

Aperçu	1
Résumé	2
Introduction	3
Méthodologie	4
Définitions clés	5
Couverture géographique	5
Organisation de la collecte	6
Aperçu d'ensemble des déplacements	7
Tendance des déplacements	8
Motifs de déplacement et de retour	9
Périodes de déplacement et de retour	12
Hébergement des PDI	13
Hébergement des réfugiés hors camp	14
Hébergement des retournés	15
Conclusion	16

## APERÇU

Ce rapport présente un aperçu de la situation de déplacement dans les localités accueillant les populations mobiles (personnes déplacées internes (PDI); personnes retournées et réfugiés hors camp) dans la région de l'extrême Nord du Cameroun ayant effectué soit des déplacements forcés, soit des mouvements de retour dans leurs localités de provenance. L'évaluation a été menée dans **1263 localités, y compris 129 sites spontanés** accueillant des personnes déplacées internes, des retournés et des réfugiés hors camp. La collecte de données a été réalisée auprès de 3 715 informateurs clés entre le 8 et le 20 février 2023 dans les 6 départements (Diamaré, Logone-Et-Chari, Mayo-Danay, Mayo-Kani, Mayo Sava et Mayo-Tsanaga) de la région de l'extrême-Nord.

Au cours de ce 26<sup>ème</sup> cycle de suivi des déplacements (round 26), la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix* (DTM), en anglais) a répertorié **680 512 individus mobiles en février 2023** répartis dans trois catégories de population cibles : **427 833 (63%)** personnes déplacées internes, **203 166 (30%)** retournés et **49 513 (7%)** réfugiés hors camp. Les tendances entre le round 25 et le round 26 ont été notées dans les catégories suivantes: la population déplacée interne a augmenté de 11 pour cent, les personnes retournées ont augmenté de 47 pour cent et c'est une diminution de 0,3 pour cent qui a été observée pour la population réfugiée hors camp.

Les motifs de déplacement de cette population pour la période allant de septembre 2022 à février 2023 sont liés à 63 pour cent aux inondations et aux fortes pluies, 31 pour cent aux conflits des groupes armés non-étatiques (GANEs), 5 pour cent aux conflits intercommunautaires, et à un pour cent aux catastrophes naturelles et autres motifs de déplacements.

Le nombre de personnes déplacées internes est estimé à 427 833. Ce chiffre affiche une augmentation de 11 pour cent par rapport au round 25 (385 372). Les augmentations les plus importantes de PDI ont été notées dans les départements du Mayo-Tsanaga (avec 13 542 individus de plus) et de Logone-Et-Chari (avec 9 866 individus de plus). Ces augmentations sont dues aux inondations et aux conflits de groupes armés dans ces deux départements qui ont provoqué des importants mouvements de populations au cours de ces derniers mois.

*L'évaluation a couvert 1 134 localités et sites, parmi lesquelles 76 sont nouvellement inclus. Les départements du Mayo-Tsanaga et du Logone-Et-Chari ont les plus importantes augmentations de PDI.*

49 660 réfugiés hors camp ont été comptabilisés au cours de ce round, le département du Logone-Et-Chari détient le plus grand nombre de réfugiés hors camp (**29 322 individus**). De plus, ce département a connu la plus grande diminution des réfugiés hors, sur le total de 2 628 individus, le Logone-Et-Chari comptabilise une diminution de 2 666 individus par rapport au round précédent. Plusieurs réfugiés hors camp sont retournés dans leur pays d'origine au cours de cette période.

La population retournée comptabilisée au cours de ce round est estimée à 203 166 individus, ce chiffre affiche une augmentation de 47 pour cent par rapport au round 25. Les tendances suivantes ont été notées: dans le département du Mayo-Danay, une augmentation de 69 025 individus retournés, et dans le Mayo-Kani avec une augmentation de 57 individus. Les mouvements sont majoritairement dus aux inondations.

Ces populations retournées proviennent du Cameroun (186 058), du Tchad (14 022), du Nigéria (2 675) et de la République Centrafricaine (411).

“ Les tendances entre les deux rounds (round 26 – round 25) ont été notées dans les catégories des populations déplacées internes (+11%), des populations retournées (+47%) et des populations réfugiées hors camp (-0,3%). ”

## RÉSUMÉ

**Population affectée**

427 833 Personnes Déplacées Internes

49 513 Réfugiés hors camp

203 166 Retournés

**680 512 Individus au total****Localités recensées**

1 263 Nombre de localités et sites évalués

1 134<sup>1</sup> Nombre de localités, dont 94 nouvelles localités et sites129<sup>2</sup> Localités ou sites sont vides ou n'accueillent plus de populations mobiles**Raisons de déplacement**

73% Conflit armé

19% Inondation saisonnière ou fortes pluies

7% Conflit intercommunautaire

1% Catastrophe naturelle et autres raisons

**Démographie**

42% Hommes

58% Femmes



8 Individus en moyenne par ménage

**Type d'hébergement des populations mobiles**

36% Familles d'accueil, à titre gratuit

9% Location

23% Abris spontanés

3% Familles d'accueil (contre travail)

15% Habitation initiale

1% Centres collectifs

12% Domicile personnel

1% Sans abris

**Tendances<sup>3</sup>**

Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de 11%

Le nombre de retournés a augmenté de 47%

Le nombre de réfugiés hors camp a diminué de moins d'1%

**Ressources**

Collecte de données menée du 08 au 20 février 2023

Nombre d'informateurs clés interrogés: **3 715**Nombre d'enquêteurs: **102**<sup>1</sup> Dans le cadre de cette activité, est considérée comme localité tout village accueillant la population mobile.<sup>2</sup> Les sites spontanés désignent les sites dont la gestion est assurée par la population déplacée elle-même, sans aucun système «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)».<sup>3</sup> Le calcul de l'évolution des déplacements et des retours entre le round 26 (février 2023) et le round 25 (août 2022) est relatif aux mêmes zones géographiques (arrondissements) couverts lors des deux rounds DTM successifs.

## INTRODUCTION

Le Cameroun fait face, depuis 2014, à des attaques meurtrières de groupes armés opérant dans la région du Bassin du lac Tchad. Depuis cette année, les groupes armés non-étatiques (GANE) intensifient les attaques contre les civils et les forces de défenses et de sécurités dans les villes et villages de la région de l'extrême-nord du pays tuant plusieurs personnes et pillant des centaines de domiciles<sup>4</sup>. En raison de sa proximité géographique avec le Nigéria et le Tchad, la région de l'extrême-nord est, alors, aux prises d'une crise sécuritaire marquée par des attaques et des menaces récurrentes qui continuent de provoquer des centaines de milliers de déplacements de population. Ainsi, les mouvements de populations se caractérisent par des personnes déplacées internes, des réfugiés provenant d'autres pays du Bassin du Lac Tchad et des retournés. En août 2022, environ 573 184<sup>5</sup> personnes ont été estimées en situation de déplacement liée à la crise sécuritaire au sein de la région.

Au cours de ce 26<sup>ème</sup> round de suivi des déplacements de populations, 68 pour cent des populations déplacées enquêtées vivaient en zone rurale, et 32 pour cent en zone urbaine. Les déplacements enregistrés au cours de cette période étaient causés par des inondations (63%), des conflits armés (31%) ou intercommunautaires (5%), d'autres raisons (2%) ou des catastrophes naturelles (1%). C'est la première fois depuis 2015, date de début de la DTM au Cameroun, que l'inondation apparait comme la principale cause des déplacements, prenant ainsi la 1<sup>ère</sup> place occupée jusqu'ici par le conflit armé.

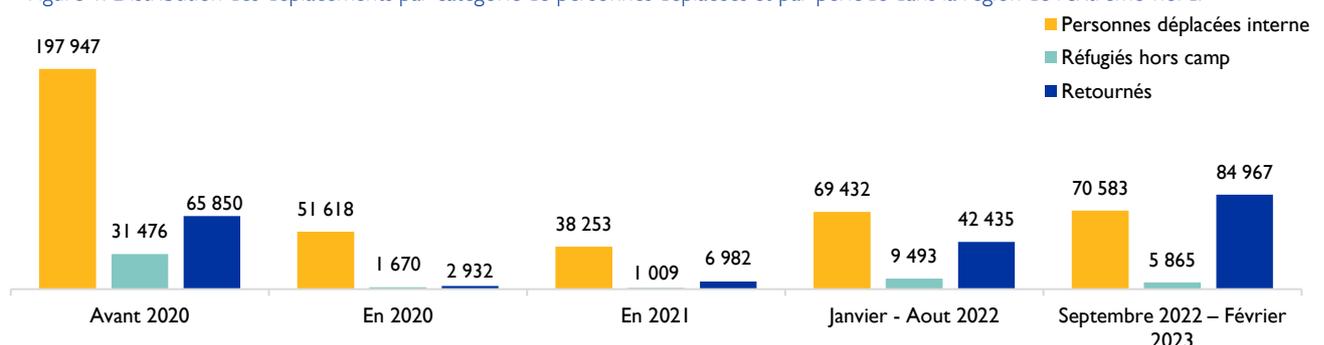
En effet, entre les mois d'août et de septembre 2022, de fortes pluies diluviennes se sont abattues dans les départements du Mayo-Danay et du Logone-Et-Chari dans la région de l'extrême-nord. Elles ont provoqué d'importantes inondations et causé des déplacements de populations dans les arrondissements de Maga, Kaikai, Vélé, Gobo, Guéré, Wina, et Yagoua (département de Mayo-Danay) et dans les arrondissements de Zina, Blangoua, Kousseri, Logone Birni, Goulefy, et Makari (département du Logone-Et-Chari).

A travers sa composante du suivi des déplacements (*Mobility Tracking*, en anglais), la DTM collecte des données auprès d'informateurs clés (autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites, par exemple) au sein des localités et des sites d'accueil des déplacés, des réfugiés hors camp et des retournés. Dans le contexte de crise, ces évaluations sont d'autant plus urgentes pour informer les programmes stratégiques et opérationnels et pour contribuer à la définition des priorités d'intervention.

Ce rapport présente les résultats du vingt-sixième cycle (round 26) de suivi des déplacements de la DTM dans la région de l'extrême-nord du Cameroun. La collecte de donnée a été réalisée auprès de 3 715 informateurs clés entre le 8 et le 20 février 2023 dans 1 263 localités d'accueil des populations cibles (1 134 localités et 129 sites spontanés) accueillant des PDI, des réfugiés hors camp et des personnes retournées. L'évaluation a couvert toute la région de l'extrême-nord. Ce rapport propose une vue d'ensemble des déplacements de chacune des populations cibles.

“ C'est la première fois depuis 2015, date de début de la DTM au Cameroun, que l'inondation apparait comme la principale cause des déplacements, prenant ainsi la 1<sup>ère</sup> place occupée jusqu'ici par le conflit armé. ”

Figure 1: Distribution des déplacements par catégorie de personnes déplacées et par période dans la région de l'extrême-nord:



4 : Selon Human Right Watch: <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/05/cameroun-les-attaques-de-boko-haram-sintensifient-dans-la-region-de-lextreme-nord>

5 : Rapport DTM Cameroun, Round 25

## METHODOLOGIE

La Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de faire le suivi des mouvements de populations. Il a été établi afin de capturer, d'analyser et de partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et les besoins des personnes déplacées ou retournées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. Quatre étapes d'enquête sont réalisées pour la collecte des données sur le suivi des déplacements :

### Etape 1

Evaluation au niveau des **départements** menée auprès des autorités départementales et autres informateurs clés, en vue d'identifier les arrondissements accueillant des personnes déplacées, des réfugiés hors camp et des retournées.

### Etape 2

Evaluation au niveau des **arrondissements** menée auprès des autorités d'arrondissement et autres informateurs clés, en vue d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées, des réfugiés hors camp et des retournées.

### Etape 3

Evaluation au niveau des **localités** hébergeant des populations déplacées et retournées (villages/villes). Les données sont collectées auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village et les représentants des déplacés. Cette évaluation permet d'identifier les sites ou lieux de regroupement, les effectifs des populations déplacées vivant au sein des communautés d'accueil ainsi que leurs besoins humanitaires multisectoriels.

### Etape 4

Evaluation au niveau des sites d'accueil menée auprès d'informateurs clés incluant les acteurs impliqués dans la gestion des sites ou des lieux de regroupement et les représentants des populations vivant sur les sites. Cette évaluation permet d'estimer les effectifs de populations vivant sur les sites ainsi que leurs besoins humanitaires multisectoriels.

## DEFINITIONS CLES

Dans le cadre des activités de la DTM dans la région de l'extrême-nord du Cameroun, les catégories de la population mobile sont ainsi définies :

Déplacés internes	Réfugiés hors camp	Retournés
Personnes qui ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un état.	Personnes ressortissantes d'un pays autre que celui où elles se trouvent, qui y sont venues pour chercher refuge d'une situation à laquelle elles étaient confrontées dans leur pays d'origine mais ne vivant pas dans un camp officiel.	Personnes retournées dans leur lieu d'origine, alors qu'elles s'étaient installées dans un lieu autre que leur lieu d'origine. On distingue les retournés anciennes PDI des retournés de l'étranger.

## COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

L'exercice de la DTM round 26 a évalué un total de 1 263 localités et sites (1 134 localités et 129 sites) accueillants les populations cibles dans la région (en coordination avec les autorités locales).

La localité d'accueil se définit comme le village accueillant la population mobile. Le site est défini par l'espace aménagé spontanément pour accueillir la population mobile.

Dans ces localités, 861 accueillent des PDI, 378 des retournés et 275 des réfugiés hors camps. Cent dix-huit (118) localités sont totalement vides et 216 localités ou sites n'accueillent plus de population cible. L'accessibilité n'a pas été possible dans 86 localités pour les raisons suivantes :

- Inaccessibilités dû à l'insécurité (46);
- Accès restreint par les autorités (22);
- Pas d'accès dû au mauvais état des routes et les aléas climatiques (18).

L'aléa climatique est principalement lié aux inondations, car au moment de la collecte plusieurs localités du département du Logone-Et-Chari (17) étaient encore inondées. Soixante-seize (76) nouvelles localités (50 villages et 26 sites spontanés) ont été identifiés. Parmi les nouveaux sites spontanés, vingt-et-un (21) sont situés dans le département du Logone-Et-Chari.

Figure 2 : Nombre de localité et site évaluées par départements lors du round 26

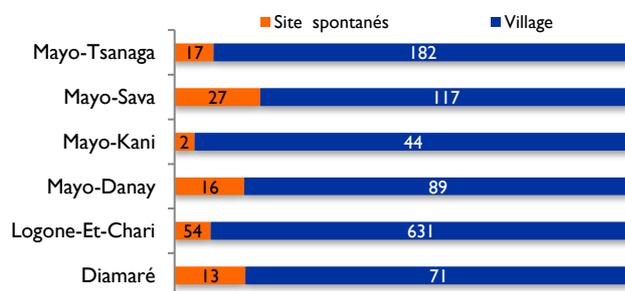
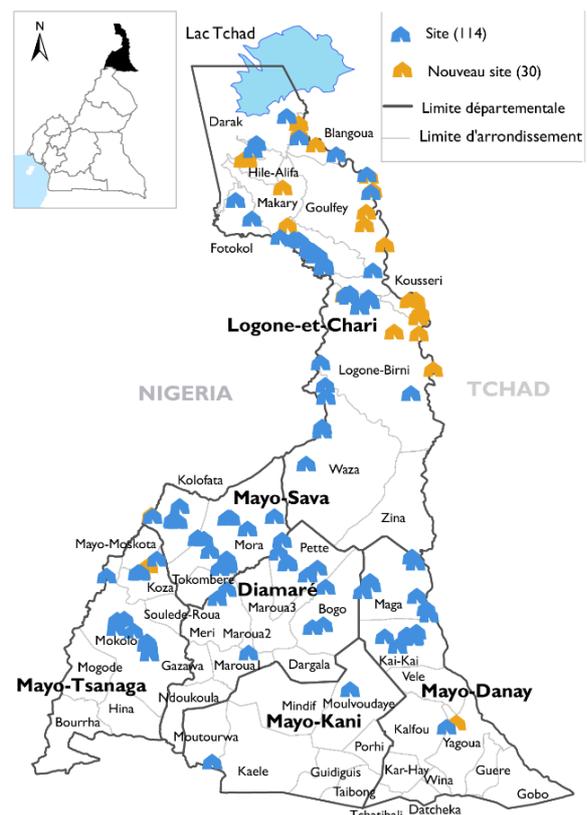


Tableau 1: Nombre de population mobile, par département et par sexe

Département	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Total
Diamaré	5 439	7 866	13 305
Logone-Et-Chari	110 219	145 665	255 884
Mayo-Danay	45363	63310	108 673
Mayo-Kani	2 682	3 079	5 761
Mayo-Sava	68719	96793	165 512
Mayo-Tsanaga	54 741	76 636	131 377
<b>Total</b>	<b>287 163</b>	<b>393 349</b>	<b>680 512</b>

Carte 1: Localisation des anciens et nouveaux sites d'accueil de PDI dans la région



LES CARTES DE CE RAPPORT NE SONT JAMAIS QU'UNE REPRÉSENTATION. LES REPRÉSENTATIONS SONT QUE DES REPRÉSENTATIONS DES FRONTIÈRES ET DES NOMS GÉOGRAPHIQUES SUR CES CARTES PEUVENT COMPORTER DES ERREURS ET N'IMPLIQUENT NI JUGEMENT SUR LE STATUT LÉGAL D'UN TERRITOIRE, NI RECONNAISSANCE OU ACCEPTATION OFFICIELLE DE CES FRONTIÈRES DE LA PART DE L'OIM.

## ORGANISATION DE LA COLLECTE

La collecte de données du Round 26 de la DTM a été implémentée par le *Community Humanitarian Emergency Board International* (COHEB), partenaire de mise en œuvre sélectionné à l'issue de l'appel à proposition. Les agents, **102 enquêteurs**, recrutés par ce partenaire ont été formés par l'équipe de l'OIM pendant deux jours sur les outils, l'approche méthodologique de la DTM, les principes humanitaires, et les techniques d'entretien. Par la suite, ces agents ont été déployés dans les arrondissements pour les activités de collecte tenues entre le 8 et le 20 février 2023. Les équipes ont été constituées de points focaux qui ont assuré la supervision des équipes de chaque département. Les chefs d'équipes ont assuré la supervision des énumérateurs au niveau des arrondissements et les énumérateurs ont assuré la collecte de données dans les localités accueillant les populations cibles. Les agents de collecte ont été formés et ont été déployés dans les six départements de la région. Les informations ont été recueillies auprès de **3 152 informateurs clés**. La collecte s'est déroulée sous la responsabilité directe de l'équipe de la DTM.

Pendant l'exercice de collecte, l'OIM met l'accent sur la communication avec ses partenaires privilégiés présents sur le terrain, notamment pour vérifier la cohérence des données qu'elle s'apprête à publier. À chaque round, l'OIM communique étroitement avec le **MRR (Mécanisme de Réponse Rapide)** existant dans l'extrême-nord ainsi qu'avec le **HCR (Haut-Commissariat pour les Réfugiés)** afin de s'assurer de la cohérence des chiffres en sa possession. L'OIM collabore également avec les **autorités locales et administratives** pour faciliter l'accès au terrain et aux informations recherchées.

La collecte, qui se fait à l'aide de tablettes adaptées pour faciliter l'exercice, est suivie de l'analyse des données, conçue pour optimiser la qualité des données récoltées auprès des informateurs clés. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau spécifique d'information sont utilisés. Les informations sont collectées au niveau départemental, au niveau des arrondissements et au niveau des villages.

## LIMITES

Le contexte de l'évaluation a été marqué par des défis d'accès au terrain dont la mauvaise qualité des routes et l'imprévisibilité de la situation sécuritaire. Dans l'arrondissement de Mokolo, la localité de Tourou et les localités environnantes, la présence de groupes armés a limité l'accès de la DTM à certaines zones. Les difficultés suivantes ont aussi été rencontrées au cours de cette opération :

- La réticence de certains informateurs clés de répondre aux questions relatives aux besoins qui reviennent à chaque round, sans qu'aucune assistance humanitaire ne leur soit apportée ;
- Les perturbations du réseau ont compliqué la communication entre les enquêteurs et les informateurs clés ;
- Les craintes liées à la situation sécuritaire avec la recrudescence des incursions dans certaines localités ;
- Les difficultés logistiques liées à l'absence d'électricité.

Les données sectorielles sur les besoins de la population sont présentées de manière générale et sont collectées auprès d'informateurs clés plutôt que des ménages concernés. Elles sont donc présentées dans ce rapport à titre indicatif et ne sauraient remplacer les résultats d'une étude plus approfondie tirée d'une enquête ménage représentative. La section multisectorielle propose donc uniquement un aperçu indicatif des vulnérabilités sectorielles qui doit être considéré avec prudence afin d'orienter toute enquête thématique plus élaborée.

Pour braver ces limites, les mesures suivantes ont été prises:

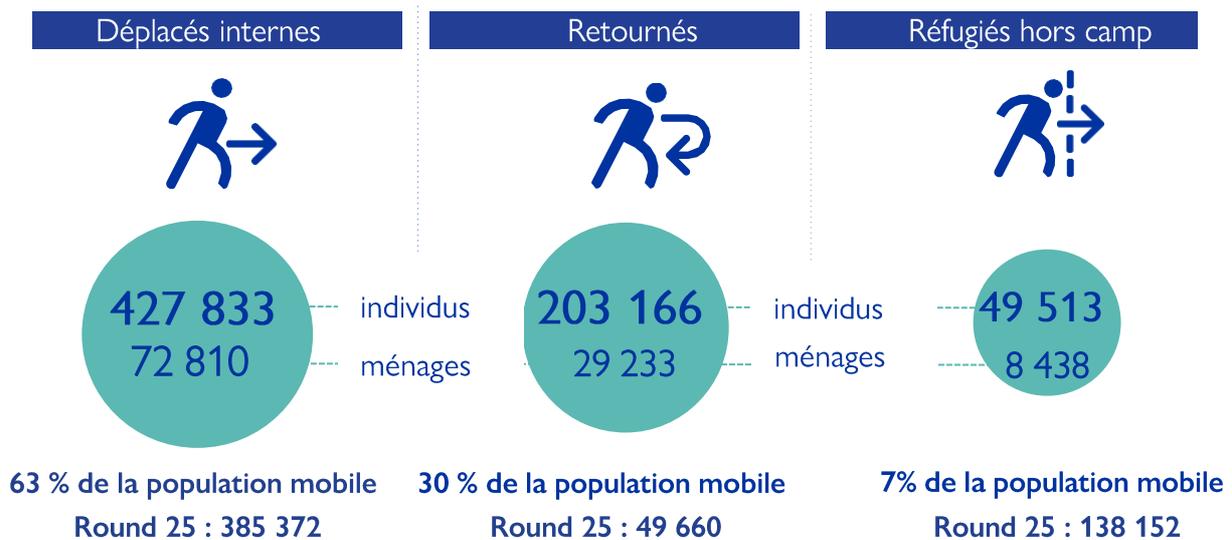
- Le respect des principes humanitaires;
- La distribution de crédits de communication et de batteries portables avant toute descente sur le terrain;
- L'utilisation des puces des opérateurs dont la couverture téléphonique est disponible dans la zone.

## APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS

D'après les informations recueillis auprès des informateurs clés, la population mobile au cours de ce round 26 de la DTM est estimée à 680 512 individus (110 481 ménages) et est composée de 427 833 PDI (72 810 ménages), 49 513 réfugiés hors camp (8 438 ménages) et 203 166 retournés (29 233 ménages).

De manière globale, la population mobile dans la région a augmenté de 16 pour cent par rapport au round précédent (août 2022) (avec de manière distincte +10% de PDI, +32% de retournés et -1% de réfugiés hors camp). Deux principales raisons que sont les inondations et les conflits liés aux GANE justifient l'augmentation du nombre de PDI et de retournés. Quant à la diminution du nombre de réfugiés hors camp, les retours vers leurs pays d'origine justifient cela.

Figure 3 : Proportion estimée de la population déplacée interne, de réfugiés hors camp et de retournés en février 2023



La collecte des données de la DTM dans les 1 263 localités a permis d'estimer la population mobile à 680 512 individus, répartie en catégorie comme suit : 427 833 individus déplacés internes (72 810 ménages, 63% de la population mobile), 203 166 individus retournés (29 233 ménages, 30% de la population mobile) et 49 513 individus réfugiés (8 438 ménages, 7% de la population mobile). Les déplacements enregistrés au cours de cette période étaient majoritairement causés par les inondations (63%), les conflits armés (31%), les conflits intercommunautaire (5%), d'autres raisons (2%) ou des catastrophes naturelles (1%). Au niveau des départements, les proportions les plus importantes sont du Logone-Et-Chari (38%), du Mayo-Sava (24%), du Mayo-Tsanaga (19%) et du Mayo-Danay (16%). Quinze pour cent (15%), soit 161 415 individus de la population mobile, s'est déplacée entre septembre 2022 et février 2023. Les déplacements se sont faits majoritairement dans les mêmes départements: Logone-Et-Chari (38%), Mayo-Sava (32%) et Mayo-Tsanaga (24%). Les départements du Logone-Et-Chari (PDI 162 020), du Mayo-Sava (125 045) et du Mayo-Tsanaga (100 776) détiennent les plus importants nombres de populations déplacées.

Quant aux populations retournées, le nombre est estimé à 203 166 individus, ce nombre est quasiment le double du round 25, à 138 152. Il représente 30 pour cent de la population mobile globale enregistrée au cours de ce round. Les mouvements de retours les plus importants sont concentrés dans les départements du Mayo-Danay (85 833) et du Logone-Et-Chari (62 061) et se sont produits suite aux inondations de septembre 2022 ayant causé les mouvements de population dans plusieurs arrondissements parmi lesquels les plus importants mouvements d'individus sont intervenus à Wina (36 782 individus), à Kai-Kai (13 212 individus), à Gobo (11 326 individus) et à Guémé (5 147 individus).

Le nombre de réfugiés hors camp est estimé à 49 513 individus et représente 7 pour cent de la population mobile enregistrée au cours de ce round. Cette catégorie de la population est fortement concentrée dans les arrondissements de Makary (13 969 individus) et de Mora (7 552 individus). Douze pour cent (12%) de cette catégorie de la population s'est déplacée entre septembre 2022 et février 2023 contre 64 pour cent qui ont effectué ce déplacement avant 2020.

## TENDANCES DES DEPLACEMENTS

### FAITS SAILLANTS: PDI

Entre septembre 2022 et février 2023, environ 11 585 ménages soit **70 583 personnes déplacées internes** ont effectué un déplacement forcé dans la région de l'extrême-nord. Les mouvements les plus significatifs sont les suivants:

- **11 340 PDI** enregistrés dans l'arrondissement de Hile Alifa, département du Logone-Et-Chari, suite aux attaques et incursions de GANE;
- **3 365 PDI** enregistrés dans l'arrondissement de Darak, département du Logone-Et-Chari, suite aux attaques et incursions de GANE;
- En décembre 2022, les localités de Guid-Bala, Gousda-Wayam (arrondissement de Koza) et Kossehome (arrondissement de Mokolo) dans le département du Mayo-Tsanaga accueillent **4 082 individus** suite aux multiples incursions dans les localités de Moutaz, Ldagodja, Watatoufou, Koulkoubai et Oupai dans l'arrondissement de Mokolo, département de Mayo-Tsanaga.
- **2 506 PDI** sont déplacés en décembre 2022 suite aux inondations dans l'arrondissement de Kai-Kai, département du Mayo-Danay dans la localité de Lougoy Massouang.

### FAITS SAILLANTS: Retournés

Les personnes affectées par les inondations ont amorcé leur retour dans leurs localités d'origine à la suite du retrait continu des eaux. D'après les informateurs clés, **74 876 individus** ont effectué un mouvement de retour entre septembre 2022 et février 2023 dans les départements du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Danay.

- Dans l'arrondissement de Wina, l'on a enregistré le retour de progressif entre septembre 2022 et février 2023 de **28 296 individus** dans les localités de Rouane (9 816), Djenreng (7 686), Souaye (6 980), Kamarki (6 208) et Vouaidou (5 292). Le motif de retour est lié au manque de moyens de subsistance dans le lieu de déplacement.
- Dans les localités de Doréissou (8 433) et de Beguepalam (2 140) dans l'arrondissement de Kai-Kai et les localités de Dabana (3200) et de Karam 1 (2800) dans l'arrondissement de Gobo, 16 573 individus ont effectué un retour vers leur localité d'origine. Le motif de retour est la sécurisation de la zone d'origine de par le retrait des eaux.

### FAITS SAILLANTS: Réfugiés hors camp

Les réfugiés hors camp dans la région sont estimés à **49 513** individus, ce chiffre enregistre une baisse inférieure à 1% par rapport au round 25 (49 660). Dans les localités de Badra et de Biamo, dans l'arrondissement de Makary (département du Logone-Et-Chari) l'on a noté le départ de 157 individus qui sont retournés au Nigéria.

Carte 2 : Répartition des populations mobiles par département

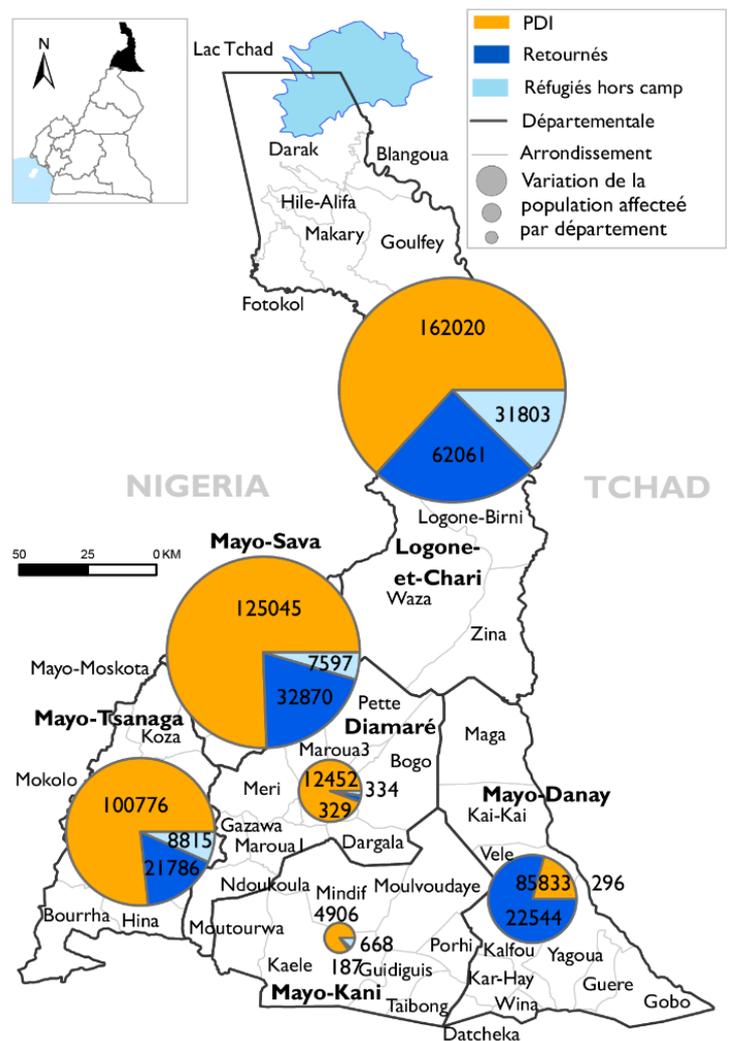


Tableau 2 : Evolution des déplacements entre le round 25 (août 2022) et le round 26 (février 2023)

Départements	PDI Rnd 25	PDI Rnd 26	Variation (%)	Réfugiés hors camp Rnd 25	Réfugiés hors camp Rnd 26	Variation (%)	Retournés Rnd 25	Retournés Rnd 26	Variation (%)
Diamaré	15 943	12 542	-21%	361	334	-7%	438	429	-2%
Logone-Et-Chari	131 419	162 020	+23%	31 988	31 803	-1%	62 921	62 061	-1%
Mayo-Danay	21 051	22 544	+7%	296	296	0%	16 808	85 833	+411%
Mayo-Kani	2 453	4 906	+100%	899	668	-26%	130	187	+44%
Mayo-Sava	128 876	125 045	-3%	7 568	7 597	+0,4%	35 372	32 870	-7%
Mayo-Tsanaga	85 630	100 776	+18%	8 548	8 815	3%	22 483	21 786	-3%
<b>Total</b>	<b>385 372</b>	<b>427 833</b>	<b>+11%</b>	<b>49 660</b>	<b>49 513</b>	<b>-0,3%</b>	<b>138 152</b>	<b>203 166</b>	<b>+47%</b>

Le nombre de population mobile dans la région a globalement augmenté de 11 pour cent. Au niveau des catégories de populations, cette tendance est plus significative auprès des populations retournées (+47%). La population déplacée interne a augmenté de 11 pour cent et la population réfugiée hors camp a diminué de 0,3 pour cent.

Au niveau des catégories, la population déplacée interne a connu les augmentations les plus significatives dans les départements du Logone-Et-Chari (+30 601 individus) et du Mayo-Tsanaga (+15 146 individus). Entre septembre 2022 et février 2023, trente-six (36) publications des alertes de l'outil de suivi des urgences (ETT) ont été partagées avec la communauté humanitaire. Parmi ces publications, 14 ETT faisaient état des déplacements de populations dans le Mayo-Tsanaga, tandis que 20 faisaient état des déplacements dans le Logone-Et-Chari et, en particulier, dans l'arrondissement de Hilé-Alifa où plus de 18 768 individus ont effectué un déplacement dans le même arrondissement suite aux conflits de GANE entre novembre 2022 et février 2023. A l'opposé, l'on note une baisse de l'effectif de PDI dans les départements du Mayo-Sava de 3 831 individus et dans le Diamaré de 3 401 individus. Cette baisse est liée au départ de certains ménages des sites de Domayo et d'Ajdanira (département de Diamaré) vers le Logone-Birni (département du Logone-Et-Chari).

De plus, ont été notés les retours d'anciens PDI dans leurs localités d'origine à la suite de l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones, aux conditions de vie difficiles dans les zones d'accueil des PDI et dans le but de retrouver leurs champs pendant la période de préparation de ceux-ci.

La population retournée a connu une croissance exponentielle au cours de cette période, passant de 138 152 au round 25 à 203 166 individus au round 26, soit une augmentation de 47 pour cent. Ces retours ont été favorisés par la baisse des eaux dans les zones inondées, notamment dans les départements du Mayo-Sava (+69 052 individus) et du Mayo-Kani (+ 57 individus). D'après la note d'information numéro 4 d'OCHA sur les inondations, plus de 313 200 personnes sont affectées par les inondations dans les départements du Mayo-Danay, du Logone-Et-Chari et du Mayo-Tsanaga. Cette évaluation intervient 5 mois après les inondations et a permis d'estimer à 34 351 le nombre de personnes retournées dans leurs zones d'origine à la suite de la sécurisation de celles-ci par le retrait des eaux.

Dans la catégorie des populations réfugiées hors camp, au cours de cette période, l'on a enregistré une diminution dans les départements du Mayo-Kani (-35%), et de Diamaré (-8%) où plusieurs personnes sont retournées dans leurs pays d'origine.

## MOTIFS DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

D'après les informations recueillies auprès des informateurs clés, les conflits armés des groupes GANE ont motivé à 87 pour cent les déplacements des populations au cours de cette collecte, suivi des catastrophes naturelles (sécheresses, inondations saisonnières ou fortes pluies) à 9 pour cent. Les conflits intercommunautaires ont été les motifs de 4 pour cent des déplacements. Dans l'arrondissement de Hile-Alifa (département du Logone-Et-Chari) entre septembre 2022 et février 2023, l'on a dénombré 17 586 individus qui se sont déplacés dus aux conflits par des GANE.

Tableau 3: Motifs de déplacements des PDI

Motifs de déplacement des PDI	Round 26
<b>Conflits armés - Groupes armés non-étatiques (GANE)</b>	<b>87%</b>
<b>Catastrophes (sécheresses, inondations saisonnières ou fortes pluies)</b>	<b>9%</b>
<b>Conflits intercommunautaires</b>	<b>4%</b>
<b>Autres raisons</b>	<b>1%</b>

La baisse de la proportion observée au niveau des personnes ayant effectué leur déplacement à cause du conflit (de 88% au round 25 à 87% au round 26) n'est pas synonyme d'accalmie. Sur 36 ETT, 23 produits durant cette période étaient publiés à la suite d'incursions de GANE. La proportion des déplacements liée aux catastrophes naturelles est passée de 6 pour cent au round 25 à 9 pour cent au round 26, cela est lié aux inondations. Les déplacements liés aux conflits intercommunautaires sont passés de 24 pour cent (round 25) à 17 pour cent (round actuel), cette proportion a baissé car plusieurs ménages ayant fui leurs localités à cause de ce genre de conflits y sont retournés pour diverses raisons.

Par ailleurs, plusieurs familles séparées déplacées ont été identifiées comme étant dans le besoin d'être réunies. D'après nos informateurs clés, dans le département du Logone-Et-Chari on estime à 241 le nombre de ménages dans ce besoin.

Dans la catégorie des populations retournées, le motif le déplacement est principalement lié aux inondations saisonnières (42%), suivi du conflit de GANE (40%) et des conflits intercommunautaires (17%). L'analyse de nos données montre qu'environ 48 385 personnes retournées ont effectué un déplacement au cours des 3 mois précédant la collecte dans les départements du Mayo-Danay (71 291), du Mayo-Tsanaga (1 367) et du Logone-Et-Chari (567). Ces déplacements sont liés aux inondations et aux conflits de GANE.

Les déplacements des populations réfugiées hors camp ont été motivés par les conflits de GANE à 89 pour cent, aux inondations à 10 pour cent et aux conflits intercommunautaires à 1 pour cent.

Figure 3 : Nombre de ménages par département dans le besoin d'être réunis

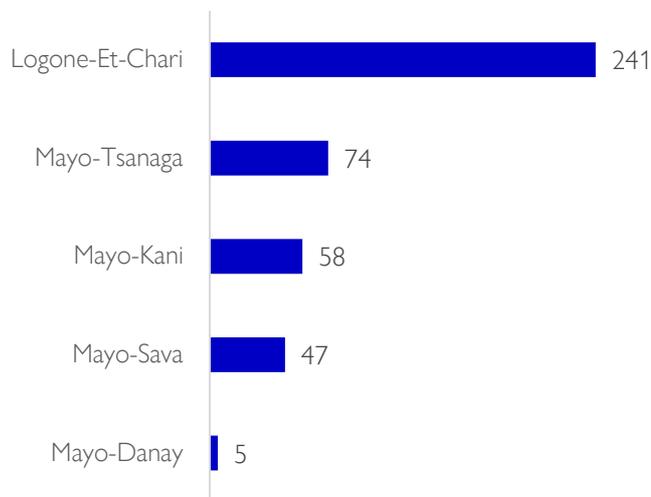


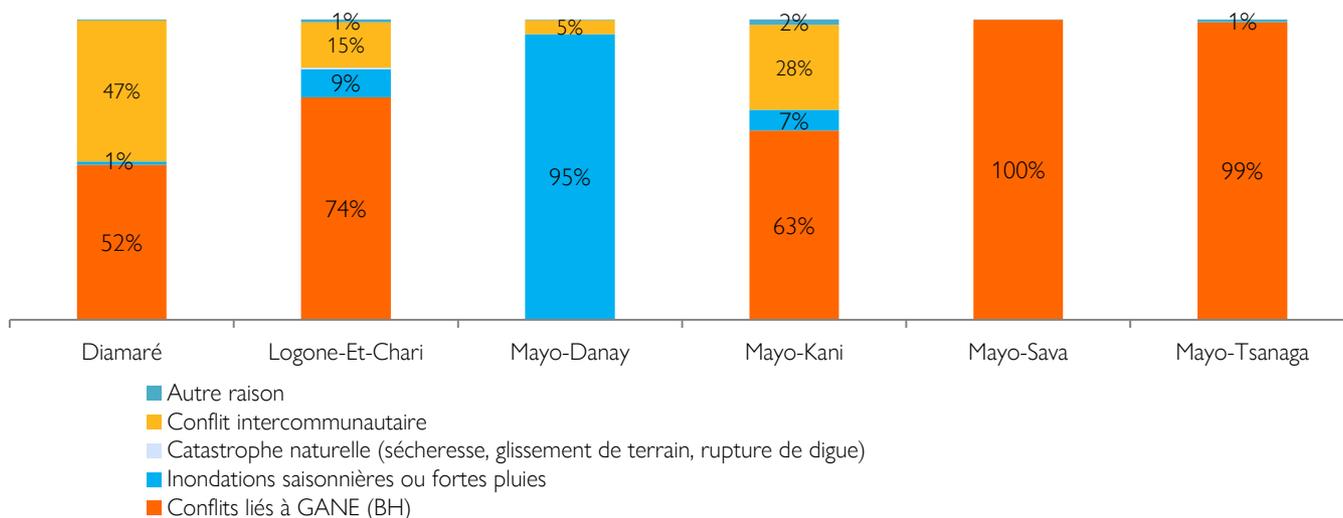
Tableau 4: Motifs de déplacement des personnes retournées

Motifs de déplacement des personnes retournées	Round 26
Inondations saisonnières ou fortes pluies	42%
Conflits liés à GANE	40%
Conflit intercommunautaire	17%
Autres raisons	1%

Tableau 5: Motifs de déplacement des réfugiés hors camp

Motifs de retour des personnes réfugiées hors camp	Round 26
Conflits liés à GANE	89%
Inondations saisonnières ou fortes pluies	10%
Conflit intercommunautaire	1%

Figure 4 : Motifs de déplacement des réfugiés hors camp, par département



## MOTIFS DE RETOUR

La cause de retour majeure reste l'amélioration de la situation sécuritaire dans les localités d'origine pour 41 pour cent des personnes retournées au niveau de la région. L'accès à la terre cultivable dans la zone de retour a motivé 36 pour cent des retournés. Environ 18 pour cent de population retournée a rejoint leur localité d'origine en raison du manque de moyen de subsistance dans le lieu de déplacement.

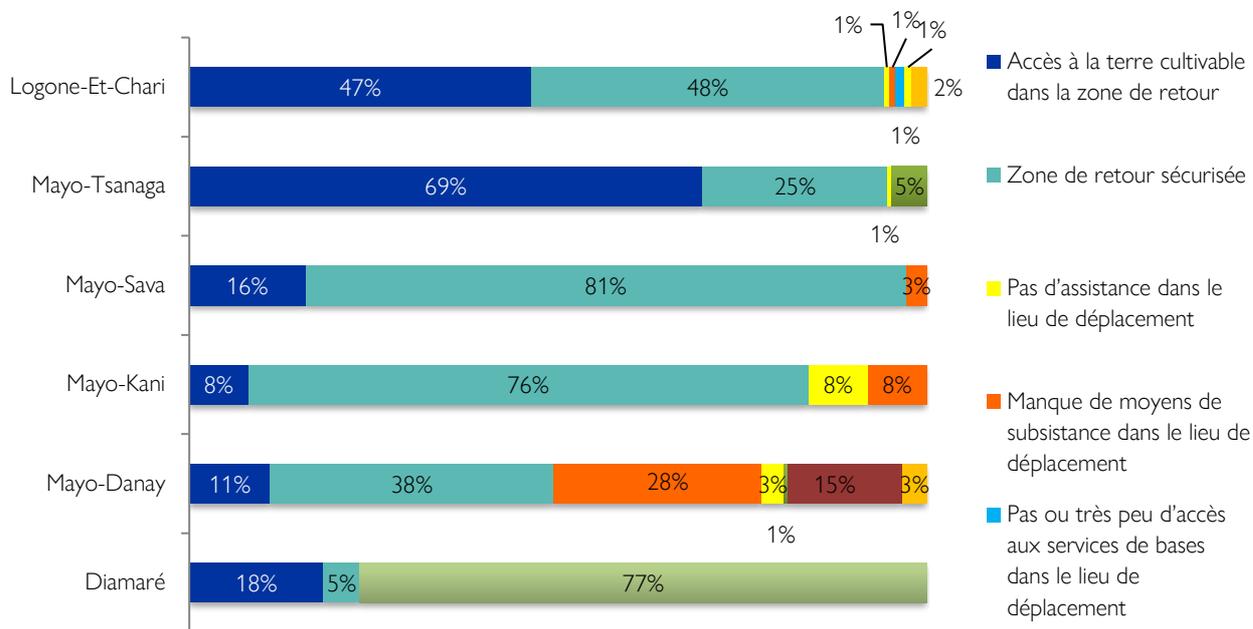
Les populations retournées à cause de l'amélioration de la zone de retour sont concentrées dans les départements du Logone et Chari (58%); Mayo-Sava (32%) et Mayo-Tsanaga (30%). Les retours en raison d'accès à la terre cultivable ont principalement concerné les populations retournées des départements du Mayo-Kani (70%), du Mayo-Tsanaga (67%) et du Mayo-Sava (32%).

En revanche, d'autres populations n'ayant plus de subsistance dans leurs lieux de déplacement ont décidé d'effectuer le retour vers leur zone d'origine. Ces populations sont essentiellement concentrées dans les départements du Mayo-Danay (43%) et du Mayo-Sava (36%).

Tableau 6: Comparaison des motifs de retour entre le round 25 et le round 26

Motifs de retour des personnes retournées	Round 25	Round 26
Zone de retour sécurisée (retrait des eaux, accalmie)	41%	42%
Accès à la terre cultivable dans la zone de retour	39%	29%
Retour sur ordre des autorités militaires/civiles	9%	1%
Pas d'assistance dans le lieu de déplacement	5%	1%
Manque de moyens de subsistance dans le lieu de déplacement	4%	13%
Le lieu de déplacement n'est plus sécurisé	2%	1%
Les communautés hôtes ne peuvent plus nous accueillir	-	6%
Autres (tension avec communauté hôtes, pas d'accès aux services,,)	-	2%

Figure 6 : Principaux motifs de retour des populations retournées, par département



“

*Le retour de la sécurité dans les localités d'origines a motivé 41 pour cent des PDI à retourner chez elles contre 36 pour cent qui ont fait leur retour en raison du besoin d'accès à la terre cultivable.*

”

## PERIODES DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

### PERIODES DE DEPLACEMENT

La population mobile comptabilisée au cours de ce round est estimée à 680 512 individus composés de 427 833 déplacés internes, 49 513 réfugiés hors camp, 203 166 retournés. Parmi cette population mobile, 18 pour cent soit 161 415 individus ont effectué leur premier déplacement entre septembre 2022 et février 2023. Spécifiquement, il s'agit de 70 583 PDI, 5 865 réfugiés hors camp et 84 967 retournés ayant effectué leur déplacement durant cette période.

Les plus importants déplacements ont été notés dans le département du Mayo-Danay où les arrondissements de Wina et de Kai-Kai ont accueilli 44 415 retournés entre novembre et février 2023 à la suite du retrait des eaux. La tendance des déplacements est marquée par les conflits et les inondations d'après les informateurs clés:

- Entre septembre 2022 et février 2023, les conflits des groupes armés, les conflits intercommunautaires et la sécheresse ont entraîné le déplacement de 49 466 individus dans la région. Les départements où l'augmentation des PDI est importante sont le Logone-Et-Chari (162 020 PDI) et le Mayo-Tsanaga (100 766 PDI).
- Dans les départements du Logone-Et-Chari et de Mayo-Danay, entre septembre 2022 et février 2023, environ 21 117 individus ont effectué un déplacement suite aux inondations. Ces deux tendances justifient la forte concentration des personnes dans la partie à l'est de la région frontalière avec le Nigéria.

### PERIODES DE RETOUR

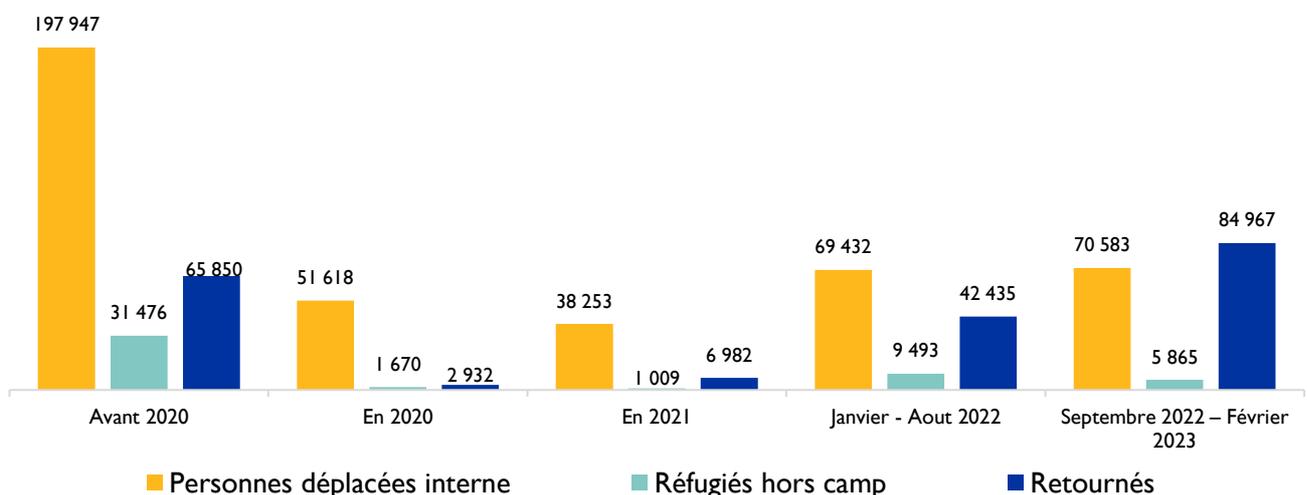
203 166 individus ont été comptabilisés durant cette période comme étant des retournés. Parmi eux, 84 967 individus ont effectué leur premier déplacement au cours de la période couvrant cette collecte.

D'après les informateurs clés, ces mouvements de retour font suite aux retraits des eaux, l'accalmie dans certaines zones, les besoins d'accès à la terre cultivable ainsi que le manque d'accès aux services de base dans les lieux de déplacement.

Entre septembre 2022 et février 2023, 84 967 individus ont effectué un mouvement de retour dans leurs localités d'origine à cause du retrait des eaux dans leurs localités de provenance.

“ 84 967 individus ont effectué leur mouvement de retour entre septembre 2022 et février 2023. ”

Figure 7: Distribution des déplacements par catégorie de personnes déplacées et par période

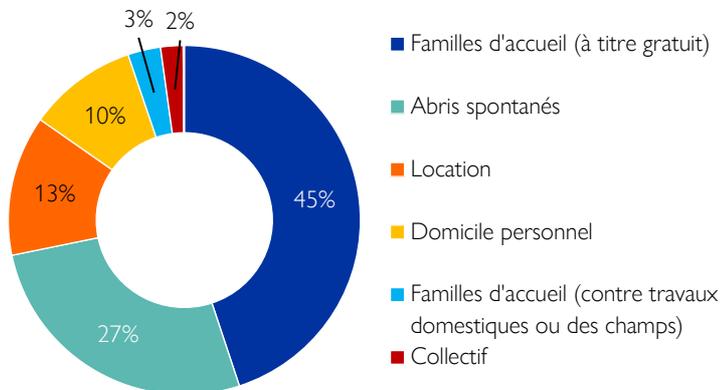


## HEBERGEMENT DES PDI

45 pour cent des populations déplacées internes vivent en famille d'accueil à titre gratuit et 27 pour cent dans des abris spontanés. Cette situation est très remarquable dans le département du Logone-Et-Chari où ont été comptabilisés 54 sites de déplacés parmi lesquels 21 sont des nouveaux sites. Treize pour cent des PDI vivent en location et dix pour cent dans leur domicile personnel; plusieurs ménages ayant pu se construire des habitats sur des parcelles acquises dans leurs zones d'accueil. La situation du logement des PDI dans les localités d'accueil est parfois citée comme source de tensions à cause de l'assistance offerte à ces populations et à la pression sur les ressources naturelles et les services que doivent se partager ces populations.

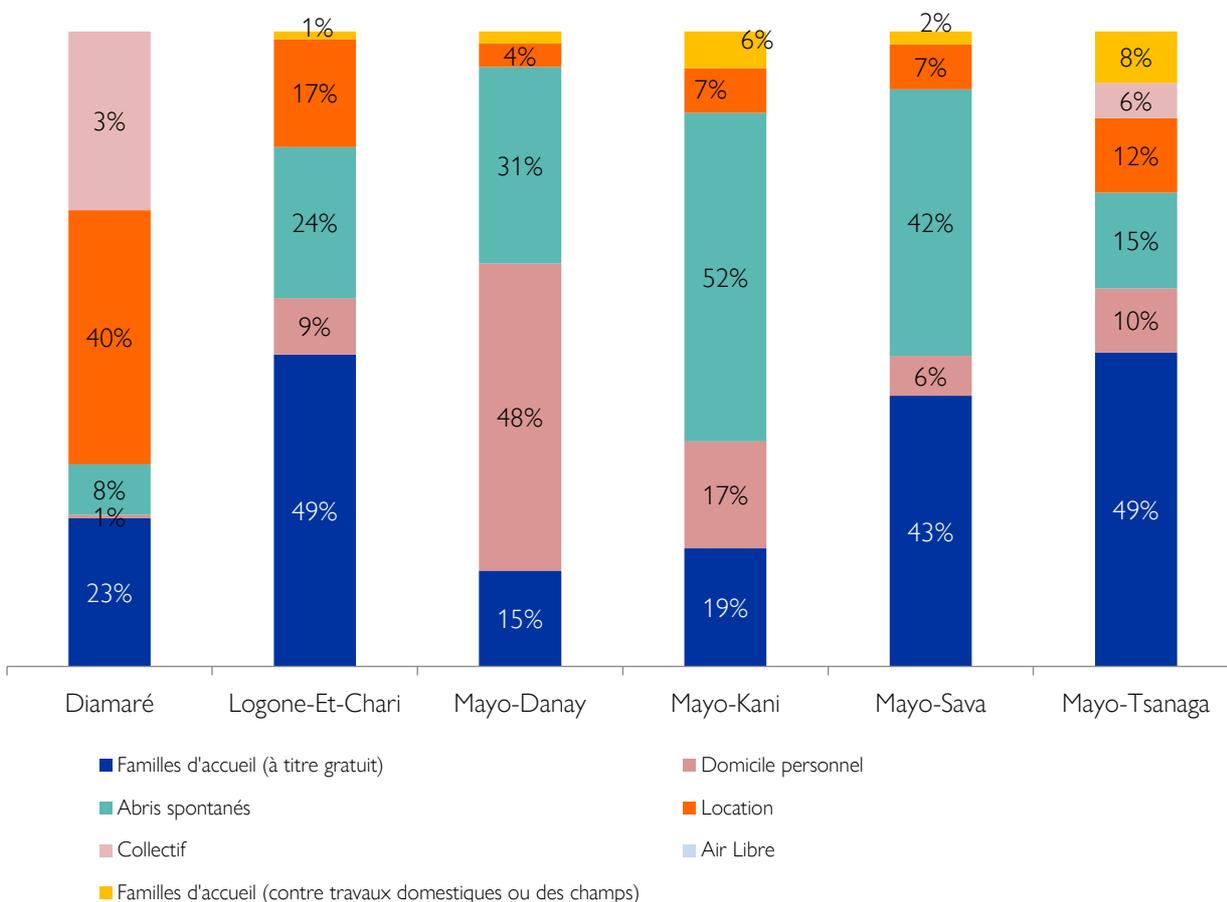
Les ménages PDI qui vivent dans des familles d'accueil gratuitement sont concentrés dans les départements du Mayo-Tsanaga (49%) et du Logone-Et-Chari (49%). Le département du Mayo-Kani détient la plus grande proportion (52%) des PDI vivant dans les abris spontanés, cette forte proportion est liée au nombre de personnes déplacées à cause des inondations au cours de cette période.

Figure 8 : Répartition des PDI par type d'hébergement



“ 45 pour cent des populations déplacées internes vivent en famille d'accueil à titre gratuit et 27 pour cent dans des abris spontanés. ”

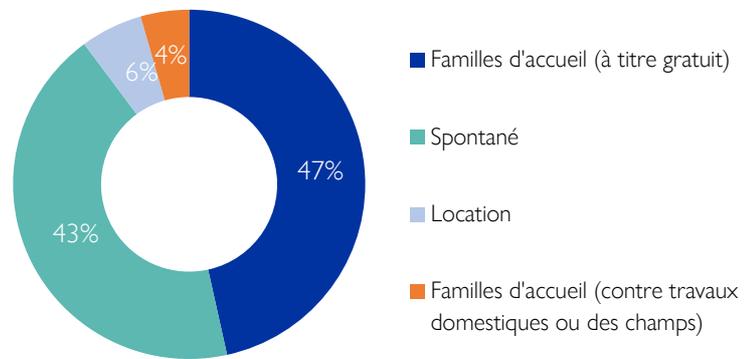
Figure 9 : Répartition des PDI par type d'hébergement et par département



## HEBERGEMENT DES REFUGIES HORS CAMP

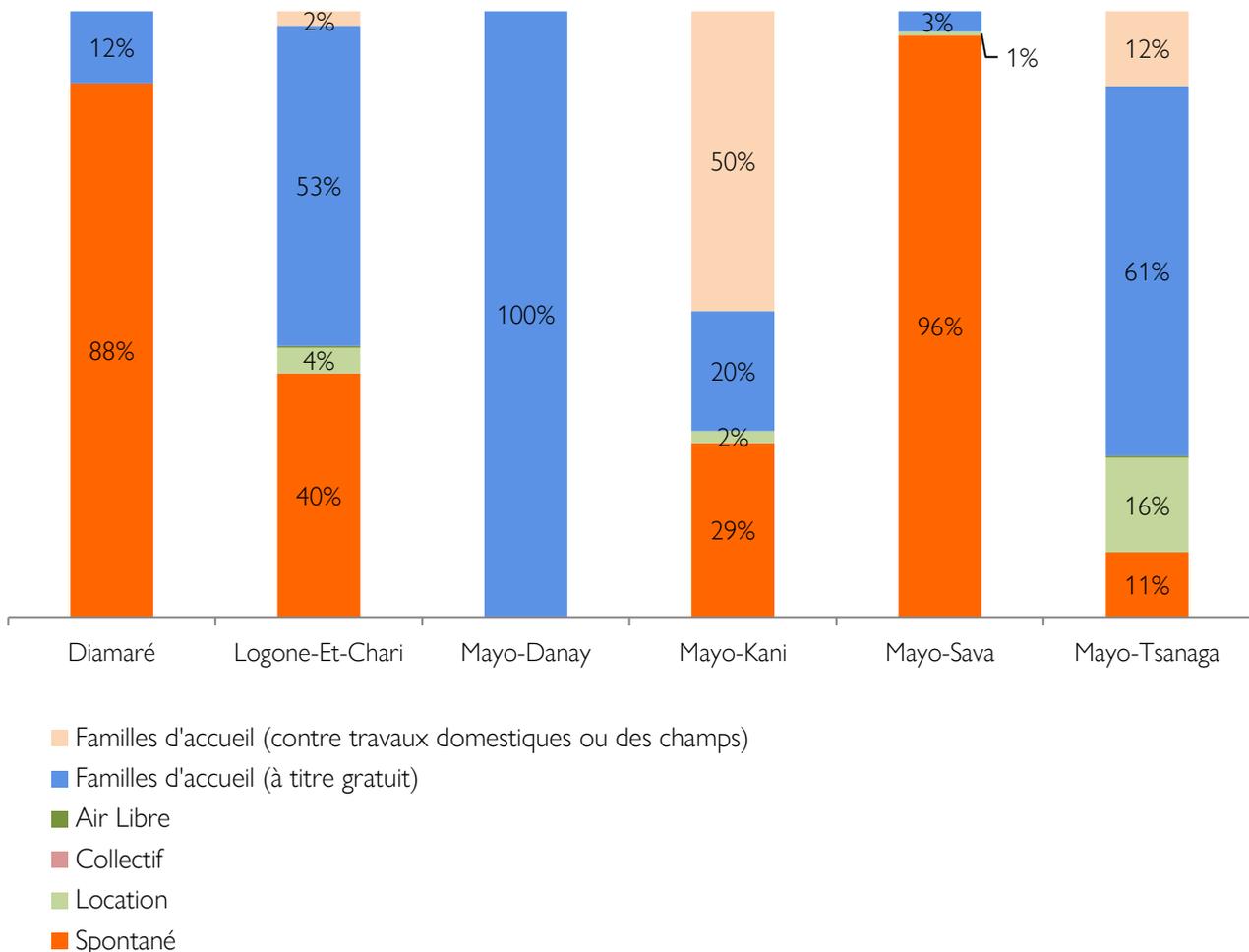
Les réfugiés hors camp vivent dans 4 types d'hébergements: en famille d'accueil à titre gratuit (47%), dans des abris spontanés (43%), en location (6%) ou en famille d'accueil contre travaux domestiques ou champêtres (4%). Au niveau des départements, les ménages de réfugiés hors camps installés en famille d'accueil à titre gratuit sont majoritairement enregistrés dans les départements du Mayo-Danay (100%), du Mayo-Tsanaga (61%) et du Logone-Et-Chari (52%). Les départements du Mayo-Sava, du Diamaré et Logone-Et-Chari concentrent de fortes proportions de ménages de réfugiés hors camps qui y sont installés dans des abris spontanés de l'ordre respectif de 96 pour cent, 88 pour cent et 40 pour cent,

Figure 10 : Répartition des réfugiés hors camp, par type d'hébergement



“ Les réfugiés hors camp vivent dans 4 types d'hébergements: en famille d'accueil à titre gratuit (47%), dans des abris spontanés (43%), en location (6%) ou en famille d'accueil contre travaux domestiques ou champêtres (4%). ”

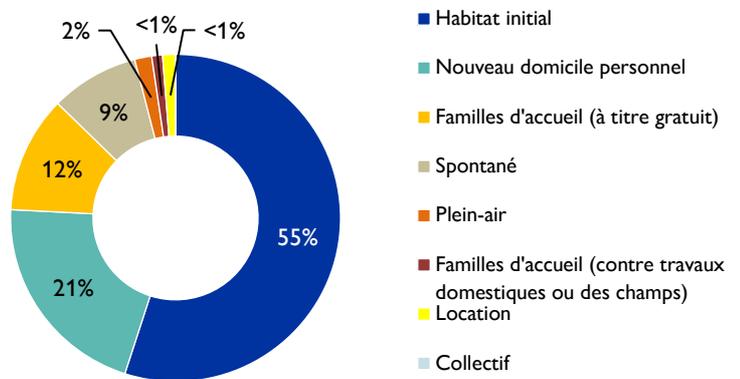
Figure 11 : répartition des réfugiés hors camp par type d'hébergement et par département



## HEBERGEMENT DES RETOURNES

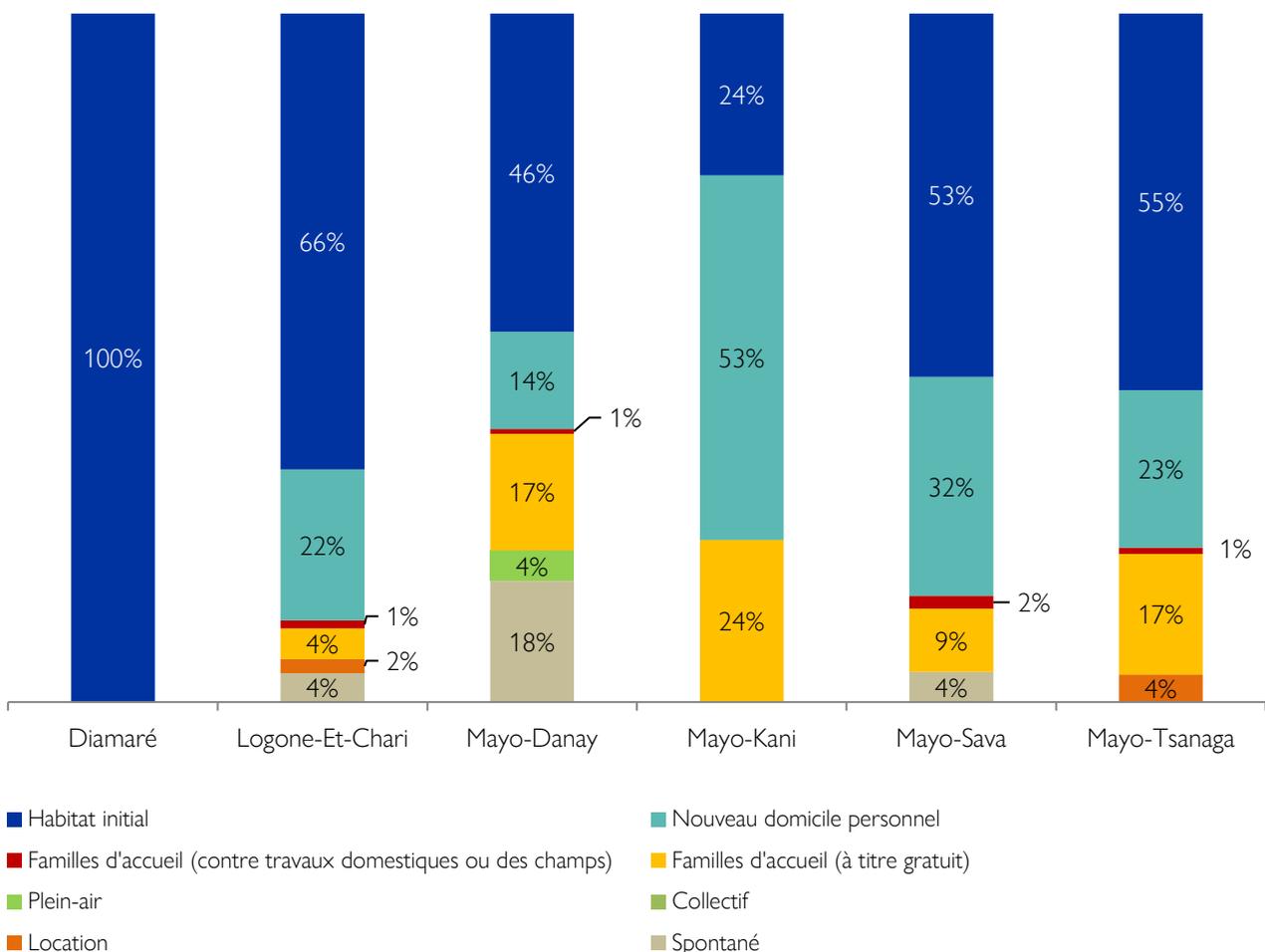
55 pour cent des populations retournées ont retrouvé leur habitat initial. Cette catégorie est dominante dans les départements du Diamaré (100%), du Mayo-Sava (66%) et du Mayo-Tsanaga (55%). 21 pour cent vivent dans un nouveau domicile personnel; plusieurs retournés ont pu construire à un nouveau domicile à leur retour notamment dans le Mayo-Kani où 53 pour cent des retournés vivent dans un nouveau domicile à la suite des inondations qui s’y sont produites au cours de la période de septembre à novembre 2022. Douze pour cent des retournés vivent en famille d'accueil à titre gratuit. Cette proportion est importante dans les départements du Mayo-Kani (24%), du Mayo-Tsanaga (17%) et du Mayo-Danay (17%). La proportion vivant dans les abris spontanés est de 9 pour cent, et présente majoritairement dans les départements du Mayo-Danay (18%), du Logone-Et-Chari (4%) et Mayo-Sava (4%) .

Figure 12 : Répartition des retournés par type d'hébergement



“ 55 pour cent des populations retournées ont retrouvé leur habitat initial. ”

Figure 13 : Répartition des retournés, par type d'hébergement et par département



## CONCLUSION

La matrice de suivi des déplacements a répertorié au 20 février 2023 une population mobile estimée à 680 512 individus, incluant 427 833 PDI (72 810 ménages), 49 513 réfugiés hors camp (8 438 ménages) et 203 166 retournés (29 233 ménages). Un taux d'augmentation de 47 pour cent a été enregistré pour les populations retournées dont la population est passé de 138 152 individus au round 25 à 203 166 individus au round 26. Cette augmentation est consécutive aux inondations ayant provoqué des mouvements de populations et au retour à la stabilité dans certaines zones. Cette population retournée provient majoritairement du Cameroun et du Tchad avec respectivement des taux de 92 pour cent et 7 pour cent.

La population des PDI a connu une hausse globale de 11 pour cent; une augmentation très remarquable au niveau des départements du Logone-Et-Chari (+30 601 individus) et du Mayo-Tsanaga (+15 146 individus) qui ont été très affectés au cours de cette période par les inondations et les conflits de GANE. À l'inverse, certains départements ont connu une baisse du nombre de PDI comme le Mayo-Sava où l'on a enregistré une diminution de 3 831 PDI et le Diamaré où l'on a enregistré une diminution de 3 401 individus. Ces individus se sont installés dans les sites d'Adjaniré et d'Ouro-Djougoulé à Bogo, dans le département du Diamaré.

Au niveau des populations réfugiées hors camp, la tendance au cours de ce round a été à la baisse avec une diminution de 0,3 pour cent. Cette diminution est due au retour dans leur pays d'origine de plusieurs réfugiés hors camp pour diverses raisons.

Les conditions de vie des populations mobiles sont critiques; 36 pour cent vivent dans les familles d'accueil à titre gratuit, 23 pour cent dans des abris spontanés et l'accès aux services de base et aux ressources n'est disponible que pour une faible partie.

Les populations déplacées font face aux difficultés liées à l'accès à la terre cultivable et aux activités génératrices de revenu pouvant permettre une autonomie.

L'insécurité, conjuguée à des problèmes plus structurels et aux aléas climatiques (inondations), contribue à la vulnérabilité des populations. Ces chocs engendrent des besoins importants en sécurité alimentaire, en éducation, en services de santé, en abris, en eau, hygiène et assainissement (EHA).

Sur l'ensemble de la population mobile, les motifs de déplacement sont principalement liés aux conflits de GANE (73%), aux inondations saisonnières ou aux fortes pluies (19%) et aux conflits intercommunautaires (8%).

Vous pouvez consulter tous les produits d'informations de la DTM au Cameroun via le lien ci-dessous et contacter la DTM par email :

## DTM CAMEROUN



<https://dtm.iom.int/cameroon>



[DTMCameroun@IOM.INT](mailto:DTMCameroun@IOM.INT)

